



Décision individuelle

N°2021-162

Pétitionnaire : REGIE EAU D'AZUR – secteur Tinée

Adresse : 2 place Jean Gaïssa, 06420 Isola

Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (relatifs aux équipements d'intérêt général)

Intitulé du projet : installation de compteurs individuels d'eau potable

Localisation : Hameau de Vignols, chemin cadastré entre les parcelles A217 et A223, chemin cadastré entre les parcelles A336 et A292, commune de Roubion

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-45, L.331-26 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 20 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 25 septembre 2020,

Vu la décision n°2020-269 du 29 septembre 2020 autorisant la REGIE EAU D'AZUR à procéder aux travaux nécessaires à l'installation de compteurs individuels d'eau potable dans le hameau de Vignols (commune de Roubion), situé dans le cœur du Parc national.

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 26 mai 2021 par Monsieur CIAIS Frédéric, responsable du secteur Tinée de la REGIE EAU D'AZUR,

Considérant que la demande porte sur le renouvellement de l'autorisation n°2020-269 sus-visée, dans la mesure où la tempête Alex a empêché la réalisation de ces travaux,

Considérant que la demande est strictement similaire à celle formulée en 2020,

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La REGIE EAU D'AZUR [SIRET : 802 630 608], représentée par Monsieur CIAIS Frédéric, chef de secteur, est autorisée à réaliser des travaux d'installation de compteurs individuels d'eau potable dans le hameau de Vignols (commune de Roubion), situé dans le cœur du Parc national.

Les travaux consistent en :

- un creusement à la mini-pelle mécanique de deux fouilles d'environ 1 mètre de côté maximum et 80 cm de profondeur, destinés à y placer les coffrets compteurs ;
- le raccordement de ces compteurs au réseau ;
- le rebouchage des fouilles en surface, seul le tampon de visite en fonte restant visible ;
- l'évacuation des excédents de déblais.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. La présente vaut autorisation de marquage préalable aux travaux, sous réserve que celui-ci soit réalisé à l'aide de peinture biodégradable.

2.2. Les abris-compteurs seront préfabriqués et installés dans le cœur du parc national sans qu'il y ait besoin de procéder sur place à des travaux de maçonnerie.

2.3. Le stockage des matériaux, la circulation ainsi que le stationnement des engins et véhicules nécessaires aux travaux seront strictement limités aux emprises des routes et voies d'accès aux résidences, à leurs bas-côtés immédiats et aux parkings existants.

2.4. Les excédents de terre issus du creusement seront régalez à proximité immédiate des fouilles ou exportés en-dehors du cœur du parc national. Leur dépôt en d'autres lieux situés dans le cœur du parc national, même avec l'accord de leur(s) propriétaire(s), n'est pas autorisé.

2.5. L'intégralité des résidus ou excédents de matériaux (enrobés, matériaux d'étanchéification...) et des autres déchets du chantier (papiers, emballages, mégots, canettes...) seront collectés et évacués en-dehors du cœur du parc national, vers les installations de traitement autorisées.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du 28 juin au 02 juillet 2021.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

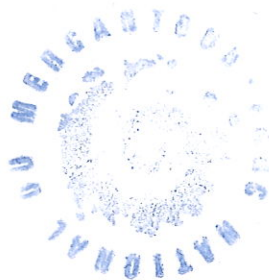
Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des travaux.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 3 juin 2021



La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial « Tinée »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.